

Culture, année zéro

La culture, en Fédération Wallonie-Bruxelles, c'est un peu comme une œuvre d'Arne Quinze : clinquant en apparence, mais qui se fissure de tous les côtés, en silence et profondeur. Aussi, tout semble à refaire...

PAR PIERRE JASSOGNE

On évite donc ou presque les coupes drastiques. Pourtant, même en limitant la casse avec seulement une réduction budgétaire de 1 %, Joëlle

Milquet sait que ce ne sera pas simple. Tout comme pour les institutions liées par conventions ou contrats-programmes : déjà, qu'elles souffraient de la non-indexation de leurs subventions, elles devront encore faire des économies, en voyant leur budget raboté. Et pour la première fois, même Mons 2015 devra passer à la caisse, puisque le budget octroyé à la capitale européenne de la culture est de 8,5 millions d'euros cette année, soit 1,5 million de moins que prévu.

BAPTÊME DU FEU

Puis 2015 sera un baptême du feu pour la ministre, qui se retrouve devant plusieurs gros dossiers : d'abord, celui des contrats-programmes des différentes institutions culturelles, qui doivent encore être renégociés alors qu'ils ne sont plus indexés depuis 2008... Que dire aussi des

centres culturels, qui doivent toujours attendre les moyens financiers en vue d'assumer leurs nouvelles missions prévues dans un décret voté à la fin de la législature précédente... Face à ces défis, Joëlle Milquet n'en démord pas, elle veut mener une politique volontariste, y compris dans un contexte économique qui reste délicat et dans un secteur en pleine reconversion. Sa priorité, c'est l'emploi.

Et il faut dire que le chantier sera vaste. Car en dix ans, on a connu une forte évolution du volume d'emploi artistique dans notre pays, autour des 80 % durant cette période. Avec une augmentation significative à Bruxelles. Ajoutez à cela que la Fédération Wallonie-Bruxelles diplôme chaque année près de 1 000 jeunes artistes. Pourtant, l'emploi artistique pèse moins de 10% de l'emploi culturel total, ce qui reflète manifestement

un déséquilibre alors qu'au même moment, les opérateurs se sont multipliés ces dernières années. Rien que pour les arts de la scène, et le théâtre en particulier, la part de l'emploi artistique peut varier d'un peu plus de 25 % pour un théâtre comme celui de Liège à près de 70 % pour le Théâtre Jean Vilar de Louvain-la-Neuve⁽¹⁾.

Plus largement, sur les quelque 30 millions d'euros de subsides au théâtre, il n'y aurait que 5 à 6 millions d'euros dépensés directement dans l'emploi artistique. Mais surtout n'allons pas dire cela aux « théâtres », on serait immédiatement traité d'odieux capitaliste, sans vergogne, n'ayant rien compris à l'essence de l'art.

Quoi qu'il en soit, et dans tous les sens du terme, le secteur culturel est en train de perdre ses moyens. Sur le terrain, on assiste, impuissant, à la paupérisation de toute une profession. Le secteur culturel s'est littéralement dualisé, au point de prendre les allures d'une guerre des pauvres, entre les institutions financées par les pouvoirs publics et ces artistes avides, non seulement de reconnaissance, mais aussi de subventions. D'où l'urgence de faire un cadastre de l'emploi artistique, une nécessité d'autant plus forte que le dernier date de... 1993. Avec aussi, lors de la renégociation des contrats-programmes, des objectifs plus clairs et plus contraignants, dans le chef des opérateurs, en terme d'engagement artistique.

Aussi, l'un des grands mots de la ministre, c'est celui de... management ! Joëlle Milquet plaide pour la recherche de synergies et la mutualisation des coûts de fonctionnement pour aider davantage encore les artistes et la création. A l'entendre, en 50 ans de politique culturelle, on aurait eu la mauvaise habitude de financer avant tout des institutions aux frais de fonctionnement pléthoriques,

pas forcément adaptés aux besoins artistiques. On aurait aussi trop joué à une politique du saupoudrage, en n'osant pas dire non à des projets qui ne tenaient plus la route... L'enjeu des prochaines années est donc de taille, pour le secteur culturel, en essayant de fédérer les projets et de favoriser les synergies de lieu, afin de remettre les artistes et créateurs au centre du jeu, et non uniquement les institutions, le tout en mutualisant les moyens. Bref, le paysage culturel devrait être décloisonné, coordonné, et même réduit...

LEURRE DES CHOIX ?

Dans le cadre de cette volonté de management, certains tabous financiers seront même brisés. Ainsi, un fonds destiné à recueillir des dons ou à encourager le mécénat pour la promotion de la culture francophone a été créé par la ministre Milquet. D'ailleurs, à ce sujet, la déclaration de politique communautaire en fait une de ses priorités, en soutenant le développement des sources de financements complémentaires telles le crowdfunding et le sponsoring. Et il ne s'agit pas là simplement d'une réponse au contexte budgétaire actuel, mais bien de nouvelles dynamiques de rapprochements entre secteurs et acteurs d'horizons différents, nous promet-on. De quoi en finir avec l'indifférence dans laquelle est plongée notre politique culturelle ?

⁽¹⁾ Ces chiffres sont tirés d'*Objectif 2014 : une politique culturelle à refonder*, Smartbe.

En dix ans, on a connu une forte évolution du volume d'emploi artistique : + 80%

Une saison réussie est équilibrée...

Et sans doute plus encore aujourd'hui qu'hier, quand les comptes financiers sont à l'équilibre. Pour Stefano Mazzonis, directeur de l'Opéra royal de Wallonie, il ne sert à rien de se plaindre. « *Tout le monde doit faire des économies. Cela fait sept ans qu'on le fait, et on continuera, tant qu'on ne touche pas à l'emploi. Jusqu'ici, on a réussi à jouer les bons élèves... Et vu la difficulté budgétaire on va devoir encore faire des choix difficiles, en refusant de subventionner certaines aventures artistiques. Tout ce que je rappelle, c'est que la culture est aussi un secteur économique. Quand un euro est dépensé pour notre Opéra, cela rapporte trois euros à la collectivité. C'est vrai que l'on reçoit des subsides, mais on fait travailler 250 personnes, sur scène 55 % des artistes sont des Belges francophones, et notre salle est occupée à 95 %.* » ■ P.J.

Drôle de drame

Mis savamment au placard par Fadila Laanan, un dossier brûlant se retrouve dans les mains de Joëlle Milquet: la renégociation des contrats-programmes. Tout le monde veut sa part... PAR PIERRE JASSOGNE

A dire vrai, les opérateurs culturels s'attendaient à être frappés de plein fouet par une cure sévère d'austérité de laquelle ils ne se relèveraient pas. Finalement, le budget de la Culture ne diminue que de 1%, « *mais on craint bien que la non-indexation de nos budgets ne devienne une mesure structurelle, ce qui a déjà des conséquences évidentes sur l'emploi artistique depuis 2008. Y aura-t-il seulement une concertation avec la ministre, on ne le sait pas encore ! Il le faut, pourtant, sans quoi on risque*

de céder à une guerre des pauvres », s'inquiète Michael Delaunoy, du Rideau de Bruxelles. La vraie question qui se pose, selon lui, c'est celle d'une meilleure mise en valeur de l'offre théâtrale actuelle, notamment dans la capitale.

PEUR SUR LA VILLE

« *On parle beaucoup de rationalisation, mais c'est plus une question de principe que de réelle efficacité. A mon sens, il vaut mieux définir les missions des opérateurs existants pour favoriser une réelle complémentarité dans l'offre théâtrale actuelle plutôt que d'éviter les clichés simplistes qui risquent de déforcer tout le monde, en jouant sur une politique de la salle pleine.* »

Et de salle pleine, Thierry Debroux, directeur du Théâtre royal du Parc, en sait quelque chose: douze ans que les subsides alloués à son théâtre n'ont pas été augmentés. Et si cette institution survit, c'est grâce au public ! Par spectacle, le Parc attire 15 000 personnes, et ce n'est pas rien ! « *Mais on ne pourra plus continuer comme cela très longtemps. On a peur pour les artistes, car ce sont les premières victimes de cette situation. Entre 2000 et aujourd'hui, on est passé de 80 acteurs à 60 engagés sur la sai-*

son. Jusqu'ici, on a réussi à réduire au maximum nos frais de fonctionnement, en faisant, là où c'était possible, des économies. »

Pour Thierry Debroux, toutes les institutions théâtrales doivent balayer devant leur porte en misant, comme le propose la ministre, « *sur un regroupement de théâtres qui font le même théâtre* », « *en ne faisant pas l'erreur d'aider des opérateurs qui ont une mauvaise gestion... Jusqu'ici, on a beaucoup investi, construit, subsidié, d'où cette disproportion entre l'argent qui part dans la gestion administrative et celui qui va dans l'engagement d'acteurs.* » Comme directeur de théâtre, il ressent aussi une profonde injustice: « *Quand je vois que, pour survivre, on a besoin de remplir nos salles, et que ce n'est pas le cas d'autres théâtres qui se contentent de leur subvention... Mais le problème, quand on a une bonne gestion, c'est qu'on ne s'intéresse pas à vous !* »

« *L'autre problème, c'est dès qu'on prononce les mots finance, chiffre, public, le porteur de ceux-ci est affublé d'une casquette capitaliste* », renchérit Michel Kacenenbogen, artiste, metteur en scène et directeur du Public. Selon lui, il est temps d'avoir une situation globale sur les arts de la scène, sans créer de clivage, mais sans avoir peur, non plus, de la transparence, car cela aurait empêché tout débat jusque maintenant. « *On doit faire fi des nécessités individuelles, mais se préoccuper au contraire des nécessités collectives. Depuis des années, la politique culturelle s'est construite sur le financement d'histoires individuelles, et sur cette base, on nous dit qu'aucune mise à plat n'est possible.*

Comment peut-on accepter que, sur l'ensemble du budget dédié aux arts de la scène, seul un tiers de celui-ci permet aujourd'hui de mettre au travail des artistes. Et si rien ne change, dans cinq ans, on sera à 20 % seulement », s'inquiète Michel Kacenenbogen.

Face à ce constat, il faut ajouter des objectifs plus précis et contraignants en termes d'emploi artistique dans les contrats-programmes. « *Car lorsque ceux-ci sont contrôlés, tout le monde passe et tout continue comme s'il n'y avait pas de problème.* »

Parallèlement à ce combat-là, il faudra optimiser les institutions, en créant des synergies, sans nuire à la diversité, plaide le directeur du Public. « *Aujourd'hui, la moyenne d'un spectacle est de 15 représentations. C'est le reflet d'un réel problème de diffusion. Entre Bruxelles et la Wallonie, on constate aussi que l'offre culturelle n'est pas cohérente, mais qu'elle a suivi le poids des personnalités politiques. Comment comprendre que Mons et Liège soient aussi favorisées alors que Namur et Charleroi n'ont quasiment rien ?* »

UN CHÈQUE EN BLANC ?

Du côté du Théâtre de Liège, son directeur Serge Rangoni souhaite pourtant que son institution soit refinancée, en demandant une augmentation de 800 000 euros. « *Pour l'instant, on reste dans l'attente, et on a été contraint jusqu'ici de trouver des sources nouvelles de financement, en favorisant les coproductions, par exemple. Je pense qu'il y a une compréhension vis-à-vis de ce théâtre qui vient d'être inauguré. Nous avons ouvert avec 50 000 euros de moins, et aujourd'hui, cette situation fait qu'on est en déficit, en difficulté, et on sait qu'on ne pourra pas continuer. C'est clair que, sans discussion de fond, c'est sur l'artistique que les économies vont se faire, avec pour conséquence une réduction de la saison et une diminution du nombre de spectacles présentés...* »

Une restriction qui, sans décision politique claire, risque sans doute de devenir la norme pour plusieurs opérateurs, en cas de cure d'austérité prolongée. « *Le simple soutien à la création ne suffit pas pour créer de l'emploi. Cela fait des*

*années qu'on le sait, rappelle Pierre Dherte du Guichet des arts. D'où la nécessité d'adapter les contrats-programmes, en mettant l'accent principalement sur l'emploi artistique. D'où l'urgence de faire un cadastre de l'em-
ploi, ce qui permettrait de baliser les bilans des différents opérateurs culturels, en termes d'engagement notamment.» Un vœu pieux qui ne devrait pas laisser insensible une ancienne ministre de l'Emploi...*

En faillite depuis... 30 ans !

« Même 1% de diminution budgétaire, cela représente une somme importante, notamment en termes d'emploi, alors que c'est la priorité, dénonce Claude Semal pour le FACIR. Le problème, c'est qu'on ne considère la culture que comme un coût, et jamais comme un investissement. Pourtant, c'est un secteur d'avenir... On est enfin entendu par le cabinet de la ministre Milquet, contrairement au mépris affiché du cabinet précédent. Avant d'être un problème budgétaire, c'est le signe surtout d'une faillite culturelle profonde depuis 30 ans, et en disant cela, je vise le PS ! » Une autre nécessité pour Claude Semal, c'est aussi celle de réaliser des audits pour analyser le fonctionnement des institutions culturelles, la gestion de leur budget ainsi que le nombre d'emplois créés. « C'est légitime... car à entendre les responsables d'institutions, tout va très bien, alors que les choses pourrissent sur place depuis des décennies. S'il n'y a pas de diagnostic sur cette maladie, comment prendre le bon médicament? » ■